



Conseil économique et social

Distr. générale
26 janvier 2015
Français
Original : espagnol

Comité d'experts de l'administration publique

Quatorzième session

20-24 avril 2015

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Instaurer la confiance envers les pouvoirs publics
aux fins de la réalisation des objectifs de
développement durable : mesures à prendre.**

Instaurer la confiance envers les pouvoirs publics aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable : le cas du Nicaragua

Note du Secrétariat

L'étude intitulée « Instaurer la confiance envers les pouvoirs publics aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable : le cas du Nicaragua » a été réalisée aux fins de son examen par le Comité d'experts de l'administration publique lors de sa quatorzième session. Son contenu et les vues qui y sont exprimées n'engagent que son auteur, Paul Oquist, membre du Comité, et n'impliquent aucune prise de position de la part de l'Organisation des Nations Unies.



Instaurer la confiance envers les pouvoirs publics aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable : le cas du Nicaragua

Résumé

Le présent document étudie la question de la confiance envers les pouvoirs publics aux fins de la réalisation des objectifs de développement du point de vue du Nicaragua. Il met en lumière l'importance de la confiance dans l'établissement de la légitimité et la durabilité des systèmes politiques et démontre à quel point elle est essentielle pour réaliser les objectifs de développement durable dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. En outre, il présente les multiples aspects de la confiance, celle-ci englobant trois dimensions profondément interdépendantes, à savoir la confiance politique, la confiance sociale et la confiance économique. Le capital social constitue un catalyseur fondamental pour leur mise en œuvre.

Le cas du Nicaragua illustre la façon dont les politiques et les réformes ont permis d'atteindre un niveau de confiance élevé en réduisant la pauvreté, les inégalités et le taux de délinquance d'une part, et en augmentant le taux annuel de croissance du produit intérieur brut (PIB) à 5 %, d'autre part. Il souligne l'importance de mécanismes inclusifs et consensuels permettant une participation politique et citoyenne à l'instauration d'un capital social solide et à la réalisation de l'égalité. Il décrit également la stratégie macro/micro du Gouvernement nicaraguayen comme pratique de bonne gouvernance. Cette stratégie combine des politiques macro-économiques en matière d'infrastructure et de télécommunications avec des interventions micro-économiques pour accroître la productivité et améliorer la situation économique des familles, en particulier en milieu rural.

En conclusion, l'auteur explique comment les objectifs de développement durable pourraient être atteints dans le contexte de l'après-2015, en s'inspirant du cas du Nicaragua. D'après lui, le cycle vertueux engendré par la constitution d'un capital social par l'éducation et la participation des citoyens, les compétences technologiques spécialisées et le partage des responsabilités, ainsi que par la formation d'alliances entre les différents secteurs de la société, instaure une confiance sociale, économique et politique qui permet ainsi d'être plus confiant dans l'avenir.

I. Instauration de la confiance envers les pouvoirs publics aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable : le cas du Nicaragua

1. La confiance est une notion interpersonnelle et collective complexe¹. La confiance est en outre beaucoup plus que cela. Elle sert de fondement à tout contact humain et à toute interaction institutionnelle². Entrant en jeu chaque fois qu'une nouvelle politique est annoncée³, elle apparaît alors comme l'un des éléments les plus importants sur lesquels la légitimité et la durabilité des systèmes politiques reposent⁴.

2. En règle générale, la confiance présente deux variantes. La confiance évaluée sur le plan politique est appelée « confiance politique ». Elle est accordée lorsque les citoyens apprécient le gouvernement et ses institutions, la formulation de politiques en général et/ou les dirigeants politiques qui tiennent leurs promesses et qui sont efficaces, justes et honnêtes. En d'autres termes, elle représente l'opinion des citoyens, lesquels estiment que le système et les sortants sont réceptifs et qu'ils feront ce qui est juste, même en l'absence de contrôle continu⁵. La confiance politique est alors un indicateur clé du sentiment latent de la population en ce qui concerne le régime politique⁶.

3. Indissociable de la notion de confiance politique, la « confiance sociale » fait quant à elle référence à la confiance que les citoyens s'accordent mutuellement, en tant que membres d'une communauté sociale. Selon la théorie de Putnam, l'engagement civique au sein d'une communauté et la confiance interpersonnelle entre ses membres contribuent à faire naître une confiance sociale générale dans une société donnée. Le contact direct avec des membres d'une communauté dans des groupements ou des mouvements sociaux permet aux gens non seulement de mieux se connaître, mais aussi d'étendre le sentiment positif découlant de cette expérience civique à des tiers dans la société et dans le gouvernement. Il est bien connu que les citoyens qui ne participent pas aux activités civiques ont tendance à voir le gouvernement et ses institutions de façon plus négative. Outre l'efficacité du

¹ Steve Duck, éd., *Handbook of Personal Relationships: Theory, Research and Interventions*, 2e éd. (New York, Wiley, 1997) ; Roderick M. Kramer et Tom R. Tyler, éd., *Trust in Organizations: Frontiers of Theory and Research* (Thousand Oaks, California, Sage Publications, 1996).

² Fran Tonkiss *et al.*, éd., *Trust and Civil Society* (Basingstoke, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Macmillan, 2000) ; Barbara A. Misztal, *Trust in Modern Societies: The Search for the Bases of Social Order* (Cambridge, Polity Press, 1996).

³ Voir José Antonio Ocampo, « Message de bienvenue », déclaration issue du Forum régional pour l'Asie sur réinventer la gouvernance de l'État, 6-8 septembre 2006, Séoul.

⁴ Peri K. Blind, « Building trust in Government in the twenty-first century: review of literature and emerging issues », étude réalisée à l'occasion du septième Forum mondial « Réinventer la gouvernance de l'État : la confiance dans la gouvernance de l'État », Vienne, 26-29 juin 2007.

⁵ Voir Arthur H. Miller et Ola Listhaug, « Political parties and confidence in Government: a comparison of Norway, Sweden and the United States », *British Journal of Political Science*, vol. 20, N° 3 (juillet 1990).

⁶ Voir Kenneth Newton et Pippa Norris, « Confidence in public institutions: faith, culture, or performance? », *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?*, Susan J. Pharr et Robert D. Putnam, éd. (Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2000).

gouvernement, le capital social influe fortement sur la confiance accordée aux pouvoirs publics⁷.

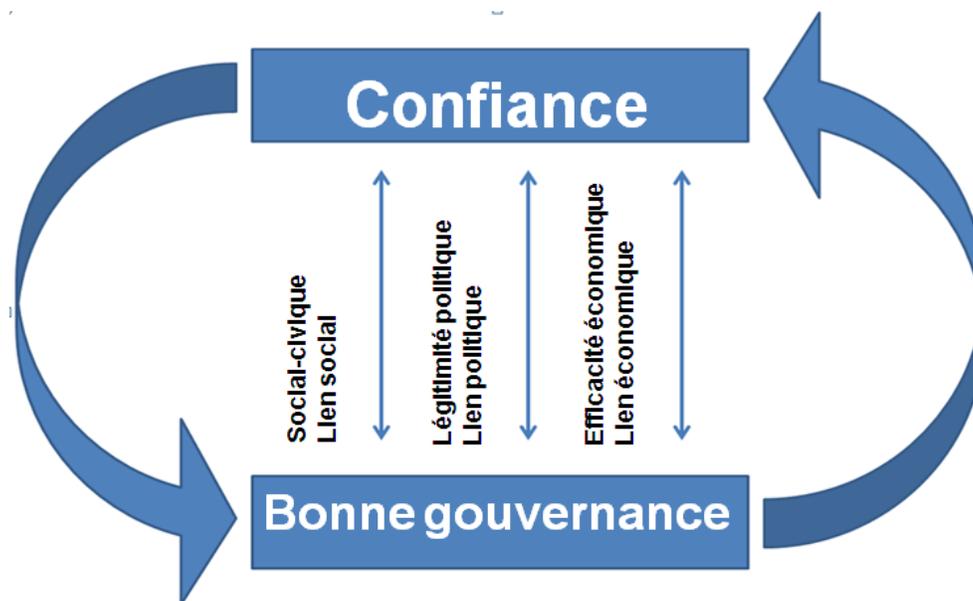
4. Accroître la confiance sociale et politique par la mise en œuvre de politiques économiques saines est également essentiel pour assurer une gouvernance judicieuse et efficace. Un État compétent doit permettre l'émergence de marchés libres, efficaces et concurrentiels⁸. Les États doivent créer une structure institutionnelle et susciter la crédibilité nécessaire pour que les économies de marché fonctionnent efficacement. Accroître la confiance au moyen de politiques économiques efficaces permet d'assurer une bonne gouvernance seulement si le lien de l'efficacité économique prend en compte la variable sociale. En d'autres termes, les gouvernements doivent prendre en considération les problèmes d'inégalité sociale et de marginalisation associés à la mondialisation lors de l'application de politiques qui renforcent la compétitivité. Un État compétent ne peut renforcer la confiance politique et sociale ainsi que l'efficacité économique que par la mise en œuvre de filets de sécurité et de programmes sociaux destinés aux plus pauvres et aux groupes les moins privilégiés⁴. Il en résulte alors une troisième forme de confiance, à savoir la confiance économique.

5. Le graphique I illustre la relation qui existe entre les variables politique, sociale et économique, appelée « liens », dans l'instauration de la confiance pour assurer la bonne gouvernance⁴.

⁷ Voir Luke Keele, « The authorities really do matter: party control and trust in Government », *The Journal of Politics*, vol. 67, N° 3 (Août 2005), p. 873 à 886.

⁸ Voir Dennis A. Rondinelli, « Promoting national competitiveness in a globalizing economy: the State's changing roles », *Reinventing Government for the Twenty-First Century: State Capacity in a Globalizing Society*, Dennis A. Rondinelli et G. Shabbir Cheema, éd. (Bloomfield, Connecticut, Kumarian Press, 2003), p. 33 à 61.

Figure I
Relation des variables sociale, politique et économique dans l'instauration de la confiance pour assurer la bonne gouvernance



6. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, une ère nouvelle commence : la relation entre gouvernants et gouvernés est, dans certains de ces pays, sans cesse façonnée et stimulée par les principales politiques publiques visant à réduire la pauvreté et l'inégalité, ce qui favorise et augmente la confiance envers les pouvoirs publics.

II. La confiance politique au Nicaragua

7. Contrairement aux autres systèmes politiques des pays industrialisés et des pays en développement, dans lesquels la baisse du taux de participation électorale⁹, le désintérêt des jeunes pour les questions politiques¹⁰ et une participation à la vie sociale moins importante¹¹ sont autant de symptômes de ce que l'on appelle le « malaise démocratique »¹², la situation au Nicaragua est tout autre. D'après les

⁹ Mark Gray et Miki Caul, « Declining voter turnout in advanced industrial democracies, 1950 to 1997: the effects of declining group mobilization », *Comparative Political Studies*, vol. 33, N° 9 (2000) ; R. Kenneth Carty et Munroe Eagles, « Do local campaigns matter? Campaign spending, the local canvass and party support in Canada », *Electoral Studies*, vol. 18, N° 1 (1999), p. 69 à 87.

¹⁰ Voir Margaret Adsett, « Change in political era and demographic weight as explanations of youth "disenfranchisement" in federal elections in Canada, 1965-2000 », *Journal of Youth Studies*, vol. 6, N° 3 (2003).

¹¹ John Ralston Saul, *The Unconscious Civilization* (Concord, Ontario, Anansi Press, 1995) ; Robert D. Putnam, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community* (New York, Simon and Schuster, 2000).

¹² Voir Brian A. Tanguay, « Canada's party system in the 1990s: breakdown or renewal? », *Canadian Politics*, 3e éd., James Bickerton et Alain-G. Gagnon, éd. (Peterborough, Ontario, Broadview Press, 1999).

sondages réalisés en 2014 par des sociétés privées, nationales et étrangères, les citoyens nicaraguayens font largement confiance au Gouvernement, aux dirigeants politiques et aux institutions ; ils font preuve d'optimisme concernant le modèle et les objectifs poursuivis.

8. Dans les paragraphes suivants figurent les résultats d'une enquête publiée en janvier 2015 par M&R, entreprise à laquelle font appel les partis et journaux d'opposition¹³.

9. Au total, 58,6 % des électeurs (un record dans l'histoire) soutiennent le Front sandiniste de libération nationale, 4,6 % soutiennent le Parti libéral constitutionnel, 2,7 % le Parti libéral indépendant, 0,3 % le Mouvement rénovateur sandiniste, 0,1 % le Parti conservateur et 0,2 % les autres partis, ce qui correspond à un total de 7,9 % d'électeurs qui soutiennent des partis d'opposition. L'enquête a également révélé que :

a) 33,4 % des personnes interrogées, soit la deuxième proportion la plus importante du pays, se déclare indépendantes ou non affiliées à un parti politique;

b) 65,8 % des personnes interrogées approuvent le mode de gestion du gouvernement actuel;

c) 72,9 % des citoyens approuvent le mode de gestion économique du pays;

d) 79,0 % des personnes interrogées estiment que le Gouvernement nicaraguayen œuvre à favoriser l'unité entre les citoyens et leur réconciliation;

e) 77,3 % des personnes interrogées estiment que le Gouvernement est porteur d'espoir;

f) 81,9 % des personnes interrogées approuvent le projet du Gouvernement de construire le Grand canal interocéanique, 61,6 % l'approuvant totalement, 20,3 % l'approuvant en partie et 17,1 % le désapprouvant totalement;

g) 90,2 % des personnes interrogées estiment qu'instaurer un dialogue permet de résoudre les différends, de mettre fin à la controverse ou de régler les problèmes avec le Gouvernement.

10. Dans ce contexte, le Nicaragua enregistre le plus haut niveau de sécurité des citoyens en Amérique centrale. Le nombre de morts violentes a baissé de 22 % ces quatre dernières années. Le taux d'homicide au Nicaragua est le deuxième plus faible dans la région, avec 9,8 homicides pour 100 000 habitants, contre 84 au Honduras, 34 au Guatemala, 30 à El Salvador, 18 au Panama et 8,9 au Costa Rica. Au Nicaragua, ce taux est constamment en baisse depuis quatre ans. En outre, le nombre de véhicules volés dans le pays (172 véhicules en 2013, contre 7 330 au Guatemala, 5 475 au Honduras, 3 800 au Costa Rica, 2 811 à El Salvador et 720 au Panama) est le plus bas dans toute l'Amérique centrale. Ce chiffre est également en baisse depuis quatre ans, avec une diminution globale de 55,5 %.

11. Dans son Rapport de 2013, le Programme des Nations Unies pour le développement souligne que la police nationale du Nicaragua est une institution

¹³ « Encuesta sobre simpatía política partidaria », *Sistema de monitoreo de la opinión pública*, édition XLIII (Managua, 2014). Disponible à l'adresse suivante : www.myrcultores.com/page/estudios_resultados.html.

influyente qui est reconnue dans la région et dans d'autres endroits du monde pour être un modèle policier dynamique, communautaire et de prévention¹⁴.

III. La confiance sociale au Nicaragua

12. La Grande Alliance, qui rassemble les exploitants agricoles, les travailleurs, les producteurs de toute taille, les gouvernements régionaux autonomes, les administrations locales et le Gouvernement national, a été fondée dans ce même esprit d'ouverture qui a amené les acteurs de la résistance armée des années 1980 à rejoindre les rangs du Gouvernement d'unité et de réconciliation nationale. Cette alliance n'est pas théorique. Ces quatre dernières années, le montant du salaire minimum a été négocié annuellement par consensus. Les salaires appliqués dans la zone franche sont par ailleurs fixés trois ans à l'avance : le salaire minimum de 2018 sera donc communiqué en 2015. Tout cela est convenu par consensus, à l'instar des deux réformes fiscales et de la réforme du système d'assurance sociale, qui ont permis au Nicaragua de bénéficier d'un système de sécurité sociale et de la sécurité de l'emploi. Ainsi, les employés ne se mettent quasiment plus en grève.

13. Les groupes de citoyens, notamment les conseils de la production et ceux de la famille, de la communauté et de la vie, établis un peu partout sur le territoire, discutent des propositions de loi, des questions liées à l'application des politiques et de la législation ainsi que des situations à l'échelle locale et nationale qui exigent de prendre des mesures. Cela a renforcé les capacités organisationnelles et intensifié la mobilisation du peuple nicaraguayen face aux problèmes d'ordre social. Chaque année, 1,1 million de Nicaraguayens, principalement des jeunes et des femmes, se portent bénévoles pour participer à des activités culturelles, environnementales, sportives, récréatives et de bienfaisance, organisées autour de questions liées à l'enfance, aux femmes, aux jeunes, aux personnes âgées, à la santé, à la sécurité des citoyens, à la rétention scolaire, à l'alphabétisation, à la diversité sexuelle et à la communication. Ils s'impliquent également dans le service communautaire et les actions de sensibilisation liées aux problèmes auxquels sont confrontées quotidiennement les familles et les communautés, notamment en œuvrant contre la formation de gangs de jeunes et pour la réinsertion des membres de gangs dans la société, et en aidant les unités de police dédiées aux femmes et aux enfants à identifier et à traiter les cas de violence familiale.

14. Cet immense capital social a doté le Nicaragua de programmes sociaux qui dépassent de loin les attentes, compte tenu de son niveau de développement économique.

Équité du traitement des deux sexes

15. D'importants progrès ont été constatés depuis 2007 dans la promotion de la femme. Selon les données communiquées par l'Union interparlementaire, le Nicaragua est en tête du classement mondial en ce qui concerne le nombre de femmes nommées à des postes ministériels (57 % de femmes) et se classe neuvième

¹⁴ Programme des Nations Unies pour le développement, *Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014: Seguridad Ciudadana con Rostro Humano— Diagnóstico y Propuestas para América Latina* (Rapport régional du PNUD sur le développement humain, 2013-2014, sur la sécurité citoyenne à visage humain : des preuves et des propositions pour l'Amérique latine) (New York, 2013).

pour ce qui est du nombre de femmes occupant un siège au Parlement (42 % de femmes, contre 18 % en 2006). Par ailleurs, les femmes occuperont en 2016 50 % des sièges au Parlement, suite à la loi imposant aux partis d'établir une parité des sexes dans leurs listes de candidats aux élections, qui a été appliquée pour la première fois à l'occasion des élections municipales de 2012. Si la situation reste telle qu'elle est d'ici à 2016, le Nicaragua, en plus d'être le pays où la proportion de femmes occupant un poste ministériel est la plus importante, se classera alors au deuxième rang mondial en ce qui concerne la représentation des femmes au Parlement.

16. Entre 2007 et 2013, le Nicaragua est passé de la quatre-vingt-dixième à la dixième place dans l'Indice mondial des disparités entre hommes et femmes établi par le Forum économique mondial¹⁵. Le pays s'est hissé à la sixième place en 2014. Les cinq pays les mieux classés sont les pays nordiques, le Nicaragua ayant réussi en seulement sept ans à gagner la première place parmi ceux du reste du monde.

IV. La confiance économique au Nicaragua

17. Les politiques économiques inclusives et de redistribution du Nicaragua renforcent l'objectif qui consiste à assurer la croissance économique, de même que la stabilité macroéconomique, la création d'emploi et la réduction de la pauvreté et des inégalités.

La croissance économique, la stabilité macroéconomique et la création d'emplois pour réduire la pauvreté et les inégalités

18. La politique économique du Nicaragua vise à préserver un cadre macroéconomique stable, tout en stimulant les investissements privés nationaux, les investissements étrangers, les investissements publics, l'esprit d'entreprise, la production et la productivité, afin de favoriser la croissance économique et d'accroître les avantages sociaux pour les plus pauvres et, ainsi, réduire les inégalités. Cela est utile non seulement pour stimuler le progrès économique et social, mais aussi pour faire face aux incertitudes qui peuvent surgir dans le contexte international.

19. Le produit intérieur brut a augmenté de 5,3 % et 2,9 % en 2007 et 2008, respectivement. Cependant, il a diminué de 2,8 % en 2009, à la suite de la pire crise économique et financière qu'a connu le monde au cours des 80 dernières années. Depuis, l'économie nicaraguayenne s'est redressée rapidement, affichant une augmentation de 3,3 % en 2010, de 5,7 % en 2011 et de 5 % en 2012. Cette dynamique s'est poursuivie en 2013, année pendant laquelle la croissance économique a atteint 4,6 %. Ainsi, la croissance moyenne a été de 5 % au cours des trois dernières années.

20. Ce résultat est dû principalement au bon rendement des secteurs agricole, forestier, minier, de la pêche et de l'exploitation, ainsi qu'aux faits que les recettes d'exportation ont doublé, passant de quelque 2 milliards de dollars à 4,5 milliards de dollars et que l'investissement étranger a quintuplé, passant de 286,7 millions de dollars en 2006 à 1,5 milliard de dollars en 2013.

¹⁵ Forum économique mondial, *The Global Gender Gap Report 2013* (Rapport mondial sur l'écart entre les genres) (Genève, 2013).

21. La restitution des droits constitutionnels à la santé et à l'éducation universelle et gratuite permet à une famille de cinq personnes de réaliser des économies de 845 dollars par an par rapport au recouvrement des coûts des gouvernements précédents. En outre, les subventions accordées aux pauvres (transport public, eau potable et assainissement, électricité, aliments de base, coupons pour les agents de l'État à faible revenu) et le soutien ciblé fourni aux familles pauvres grâce à des programmes tels que Faim Zéro et Usure zéro, qui sont, respectivement, destinés aux femmes des zones rurales et urbaines, ont eu un effet notable sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

22. Une amélioration en ce qui a trait aux indicateurs des besoins fondamentaux non satisfaits a été enregistrée. Entre 2005 et 2009, les indicateurs du surpeuplement et de faible niveau d'études ont chuté de 10,9 et 10,4 points de pourcentage respectivement. En dépit des progrès enregistrés concernant les mauvaises conditions de logement (réduction de 0,6 point de pourcentage), ce problème demeure l'un des défis sociaux les plus importants pour le pays. De même, dans le cadre du Programme Techo, des tôles de zinc et des clous ont été distribués à plus de 750 000 familles afin de garantir des toits de qualité aux ménages les plus pauvres.

23. On observe une baisse de 1,0 et 1,3 point de pourcentage dans les indicateurs de services insuffisants et de dépendance économique, respectivement.

24. Le Nicaragua est le pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui, entre 1990 et 2012, a le plus fait reculer le problème de la dénutrition et de la faim. Au cours de cette période, le nombre de personnes victimes de la faim a diminué de moitié, soit de 49,2 %. Selon le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012¹⁶, le pourcentage de personnes sous-alimentées par rapport à population totale est passé de 55,1 % au cours de la période 1990-1992 à 20,1 % au cours de la période 2010-2012.

25. Grâce à cette avancée majeure dans la lutte contre la faim, le Nicaragua est devenu l'un des rares pays d'Amérique latine et des Caraïbes à avoir atteint l'objectif fixé par le Sommet mondial, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées entre 1990-92 et 2015, ainsi que la cible 1.C de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1 qui consiste à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim.

Réduire la pauvreté et les inégalités

26. La dernière étude de la mesure des niveaux de vie, menée en 2009 par l'Institut national d'information sur le développement du Nicaragua, révèle que la tendance de la pauvreté, jusqu'ici à la hausse, s'est inversée et que l'incidence de la pauvreté générale a baissé de 5,8 points de pourcentage, passant de 48,3 % en 2005 à 42,5 % en 2009. Le taux de pauvreté extrême a quant à lui baissé de 2,6 points de pourcentage, avec 17,2 % en 2005 contre 14,6 % en 2009. Par opposition, les taux

¹⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole et Programme alimentaire mondial, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012. La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition* (Rome, FAO, 2012).

de pauvreté générale et de pauvreté extrême avaient respectivement augmenté de 2,5 et de 2,1 points de pourcentage entre 2001 et 2005.

27. Si l'on tient compte du seuil de pauvreté international, la pauvreté extrême (moins de 1,25 dollar par jour) a diminué de plus de moitié, passant de 11,2 % en 2005 à 5,5 % en 2009. La pauvreté générale (moins de 2 dollars par jour) a également diminué durant cette période, passant de 31,6 % à 21,0 % et reculant donc de 10,6 points de pourcentage.

28. Selon la Banque mondiale, les pays d'Amérique latine dans lesquels l'inégalité a le plus diminué entre 2000 et 2011 sont le Nicaragua, avec un changement du pourcentage annuel de -2,64 % du coefficient de Gini, suivi de la Bolivie, l'Équateur et l'Argentine. Ce pourcentage est d'autant plus significatif compte tenu du fait qu'en Amérique centrale, la baisse moyenne est inférieure à 1 %, avec notamment une augmentation de 0,61 % au Honduras.

29. Du point de vue des dépenses, la répartition de la consommation entre 2005 et 2009 témoigne d'une augmentation de la consommation moyenne annuelle par habitant dans tous les quintils, à l'exception du quintil le plus haut en termes de consommation. Le premier quintil, composé des ménages les plus pauvres, était marqué par l'augmentation la plus importante, totalisant 6,8 % de la consommation totale par habitant en 2009, contre 6,2 % en 2005, soit une augmentation de 9,7 %.

30. Parallèlement, la consommation moyenne annuelle par habitant pour le quintil le plus riche a diminué de 5,7 %, passant de 47,2 % de la consommation totale en 2005 à 44,5 % en 2009.

31. Le principal défi à relever pour le Nicaragua est celui de la réduction de la pauvreté générale et extrême dans les zones rurales, où elle est particulièrement présente. La pauvreté rurale extrême est environ cinq fois plus importante que dans les zones urbaines, la pauvreté générale rurale étant deux fois plus importante. Des avancées notables ont été enregistrées à cet égard, suite à la mise en œuvre des politiques et programmes dédiés aux zones rurales.

V. Confiance en l'avenir

32. Il existe des disparités importantes au Nicaragua, qui continue d'occuper le deuxième rang des pays les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes. Néanmoins, la population est consciente du fait que le pays a déjà touché le fond et que chaque année il y a de moins en moins de pauvreté et d'inégalité grâce aux politiques du Gouvernement.

33. Depuis 2007, le Nicaragua a connu trois événements très importants, à savoir : 1) son adhésion à l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique et à l'alliance pétrolière Petrocaribe ; 2) la mise en place de la stratégie « micro-macro » qui prévoit la transformation de l'économie familiale et des petites et moyennes production, l'augmentation de la productivité, de la valeur ajoutée et des revenus, ainsi que l'amélioration du bien-être des familles et de leur communauté et ; 3) la mise en œuvre de divers projets de grande envergure (par exemple, le complexe industriel Tumarín et Boboké dont la réalisation s'élève à 1,3 milliard de dollars, la raffinerie Supremo Sueño de Bolívar dont la construction se chiffre à 6,7 milliards de dollars et le Grand canal interocéanique qui coûte entre 40 à 50 milliards de dollars). Ces projets démontrent qu'il est possible, avec de l'ambition et de

l'audace, d'obtenir des fonds afin d'atteindre les objectifs de développement fixés par le modèle nicaraguayen, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte au moyen des stratégies « micro » et « macro ».

34. En plus des apports gouvernementaux, de l'aide extérieure et des transferts de fonds qui font partie des économies de la plupart des pays, le financement aux fins du développement social et, maintenant, du développement économique a augmenté grâce aux ressources provenant de l'alliance pétrolière Petrocaribe, mettant ainsi 2,7 milliards de dollars au service de programmes sociaux. Il y a eu également d'importants investissements étrangers, avec un portefeuille de contrats qui se chiffrera à 10,9 milliards de dollars au cours des prochaines années, et le lancement de projets de grande envergure, tels que celui du Grand Canal interocéanique, qui suppose un investissement compris entre 40 et 50 milliards de dollars d'ici à la fin de la décennie, dans un pays dont l'économie était de 11,2 milliards de dollars l'année dernière. La confiance en l'avenir est renforcée grâce à la stratégie micro-macro dont l'objectif, depuis la perspective « micro », est de ne laisser personne pour compte dans le processus de développement.

35. Sur le plan micro-économique, le Ministère de l'économie familiale, communautaire, coopérative et associative a été créé pour transformer l'économie agricole existante et les petite et moyenne productions, qui comprend l'économie familiale (49 %) et la production moyenne (21 %) sur un total de 70 % de la population active. L'objectif est d'accroître les rendements, la productivité, la valeur ajoutée et les revenus de cette production, au profit de familles et de leur communauté. Cela devrait également atténuer ce que les économistes appellent le « Mal néerlandais » dans les économies à croissance rapide.

36. Sur le plan macroéconomique, le Gouvernement a, au cours des sept dernières années, créé un environnement propice au développement des grands investissements porteurs de changements dont le pays a besoin. À cet égard, certains des investissements importants sont liés à l'infrastructure, aux télécommunications (le Nicaragua disposera de deux satellites, un satellite de télécommunications prévu pour 2015 et un d'observation pour 2017), ainsi qu'au renforcement et à la transformation du bouquet énergétique (on passe de 25 % d'énergies renouvelables en 2007 à 51 % en 2013 et à 90 % en 2020), et reposent sur un portefeuille de contrats sur les investissements énergétiques.

37. Cependant, tous ces investissements sont insuffisants. La croissance du Nicaragua a augmenté entre 4,5 et 5 % au cours des dernières années, mais il faudrait qu'elle atteigne 8 % pour répondre aux besoins les plus urgents de la population et 10 %, ou plus, pour réaliser l'objectif ultime qui consiste à éliminer l'extrême pauvreté, reboiser le pays et renforcer la résilience des écosystèmes aux effets des changements climatiques, meilleure façon pour s'y adapter.

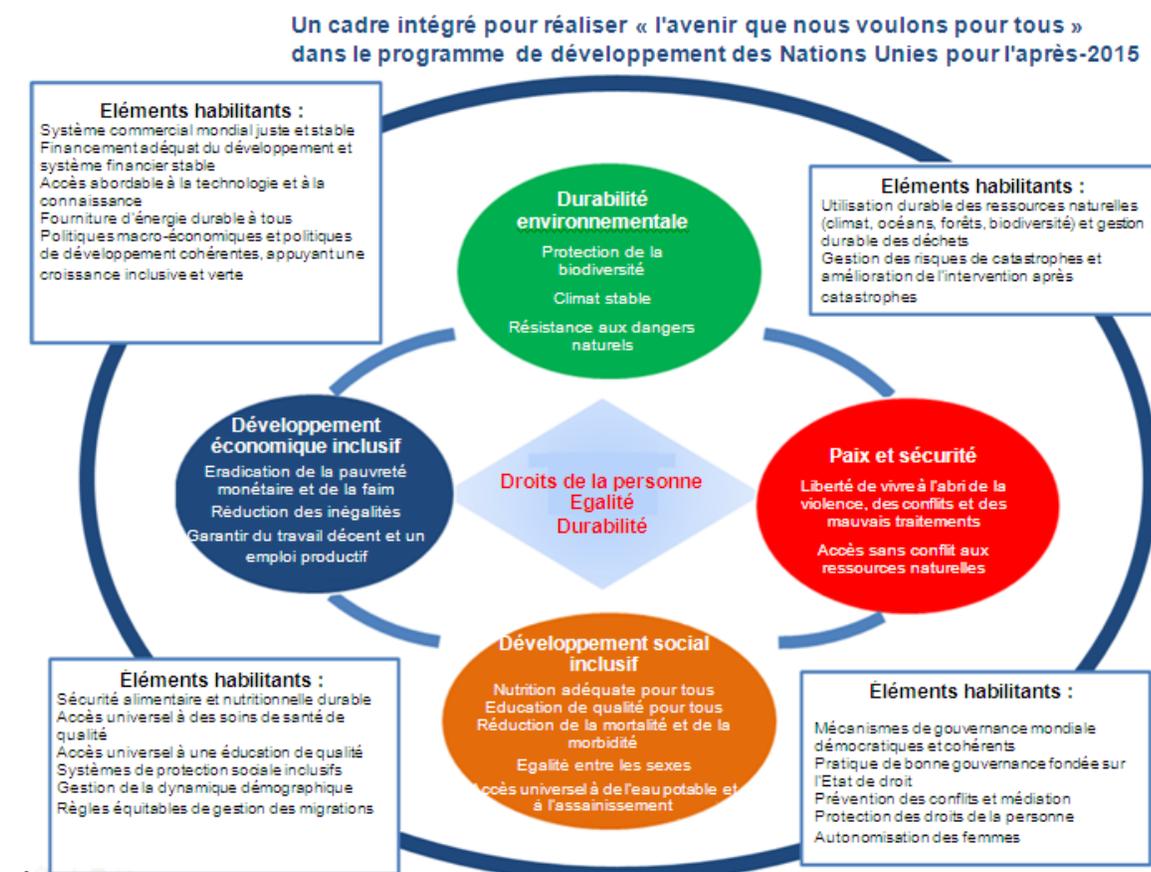
38. Certes, il faut bâtir l'économie liée au transport, au commerce et au service du Grand Canal et du Centre logistique mondial et régional, mais nous voulons également éviter de perdre notre actuelle économie agricole que nous souhaitons plutôt renforcer. Tous ces éléments donnent de l'espoir à 80,9 % des citoyens¹³.

VI. Réaliser les objectifs de développement durable

39. La présente étude traite de la façon dont la confiance politique, économique et sociale et l'espoir suscité au Nicaragua peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. On trouvera ci-dessous un modèle de l'Organisation des Nations Unies qui est nécessaire à cette fin (voir figure II).

Figure II

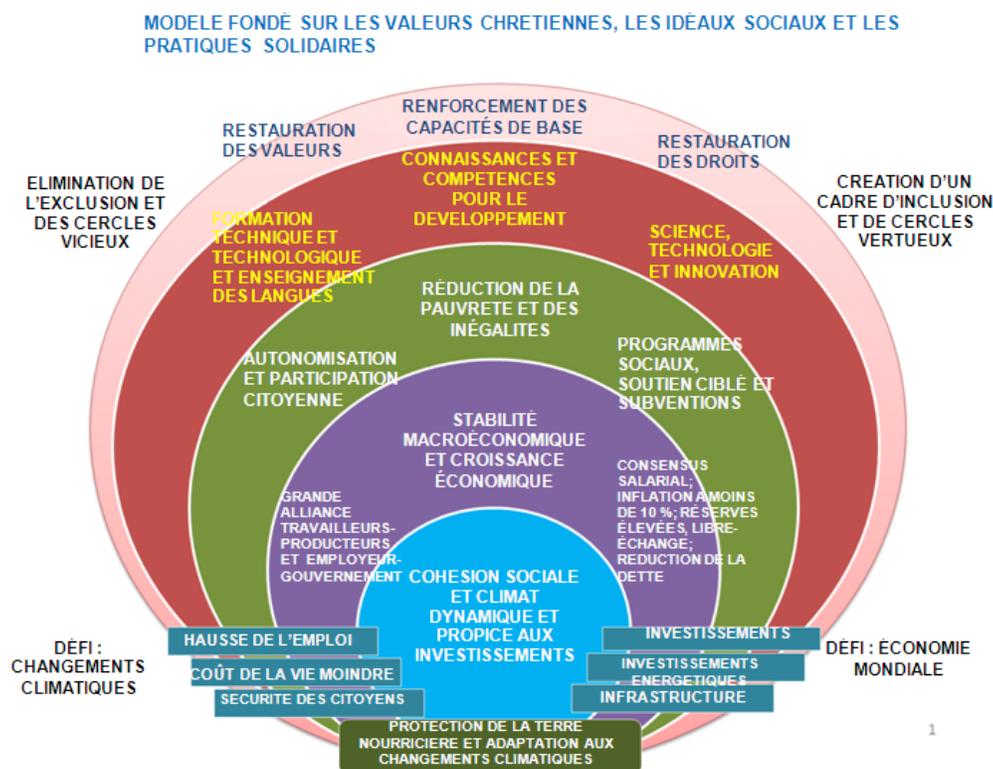
Un cadre intégré pour réaliser « l'avenir que nous voulons pour tous » dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015



40. La figure II offre une représentation graphique d'un cadre intégré pour réaliser les objectifs de développement durable, fondé sur le modèle de développement du Nicaragua.

41. On trouvera ci-dessous une description de la manière dont le Nicaragua a mis l'accent sur le renforcement de la confiance envers les pouvoirs publics par rapport aux exigences liées à la réalisation des objectifs de développement durable.

Figure III
Le cas du Nicaragua



42. La figure III illustre le modèle de développement du Nicaragua pour le bien-être des familles nicaraguayennes.

Nicaragua : chrétien, socialiste et solidaire

43. Au Nicaragua, le 10 janvier 2007 marque non seulement un changement de gouvernement, mais aussi un changement de valeurs, d'attitudes, de priorités, de façon de gouverner, de relations de pouvoir et de politiques. Les politiques sont entièrement orientées vers le développement des personnes et des familles nicaraguayennes, dans le respect de leurs conditions historiques, culturelles et sociales, ainsi que des politiques nationales et régionales du XXI^e siècle.

44. L'ensemble des catalyseurs qui a permis de traduire la confiance envers les pouvoirs publics en objectifs de développement durable atteints, comme l'illustre la figure III, commence avec l'élimination de l'exclusion et des cercles vicieux qui entraînent les familles dans la pauvreté et les pays dans le sous-développement. Ces obstacles sont progressivement surmontés et remplacés par l'inclusion et les cercles vertueux.

45. À un premier niveau, les cercles vertueux consistent à récupérer les valeurs, à restituer les droits du peuple et à renforcer leurs capacités de base (par le biais, notamment de l'alphabétisation et de la formation continue des adultes). Au niveau secondaire, ils comprennent les connaissances et les compétences nécessaires au

développement, telles que la formation technique et technologique, l'enseignement des langues et les progrès en matière de science, de technologie et d'innovation.

46. Le troisième niveau inclut la réduction de la pauvreté et des inégalités, résultant des deux premiers niveaux, l'autonomisation et la participation des citoyens, les programmes sociaux, y compris des subventions et un soutien ciblé aux familles pauvres. Au quatrième niveau se trouvent la stabilité macroéconomique et la croissance économique, découlant des trois premiers niveaux de cercles vertueux, en plus de la Grande alliance entre les travailleurs, les producteurs, les employeurs et le Gouvernement. Les paysans et les travailleurs ont joint la Grande alliance sous l'effet des quatre premiers niveaux, tandis que les employeurs y prennent part en raison de leur participation au processus de prise de décisions et à la volonté du Gouvernement de mettre en œuvre des accords et de surmonter les difficultés et les obstacles à la production et à l'économie. Cela a abouti à un consensus salarial, deux réformes fiscales par consensus et une réforme de l'assurance sociale par consensus, ce qui, à son tour, a préparé le terrain pour une inflation à moins de 10 %, les réserves internationales brutes les plus élevées dans l'histoire du pays, sans contrôles des capitaux, et un déficit budgétaire de moins d'un pour cent du produit intérieur brut, ainsi que la réduction de la dette extérieure de 10 % du PIB en 2005 à 38 % en 2015.

47. Les quatre premiers niveaux ont non seulement contribué à augmenter l'emploi et l'emploi dans le secteur structuré, mais aussi à faire du Nicaragua le pays où le coût de la vie est le plus bas d'Amérique latine et des Caraïbes, et l'un des plus faibles au monde, et où le niveau de sécurité des citoyens est le plus élevé de la région. Combinés avec ces trois éléments, ils ont créé une cohésion sociale et un climat d'investissement dynamique et positif qui s'est traduit en investissements productifs, énergétiques et d'infrastructure. Il est à espérer que tous les éléments ci-dessus seront atteints au Nicaragua tout en assurant la protection de la Terre nourricière et la préservation de l'équilibre des écosystèmes et leurs synergies et en s'adaptant aux changements climatiques.

48. Deux défis sont à relever avec ce modèle. Le premier est la volatilité de l'économie mondiale et la possibilité d'une profonde rechute dans la récession. On estime que le niveau des investissements allant jusqu'à 60 milliards de dollars au cours de cette décennie, dans une économie qui s'élevait à 11,2 milliards de dollars en 2013, permettra au Nicaragua d'échapper aux effets les plus sévères d'une nouvelle récession, si elle a effectivement lieu. Il n'y a aucun moyen d'éviter le second défi qui est celui des changements climatiques, le pays étant déjà sévèrement touché par leurs conséquences. L'évaluation par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la dévastation causée par dépression tropicale 12E en 2010 a conclu que le Nicaragua avait besoin de 1,9 milliard de dollars pour la remise en état du territoire et l'adaptation aux changements climatiques. Il convient de noter que notre recouvrement des recettes fiscales était précisément de 1,9 milliard de dollars en 2013. Jusqu'à la fin de la décennie, le Fonds vert pour le climat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a un capital initial de 10 milliards de dollars pour tous les pays en développement, couvrant tous les aspects de la Convention. De toute évidence, il ne sera pas possible d'allouer 1,9 milliard de dollars au Nicaragua pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter. Le projet du Grand canal interocéanique est donc essentiel pour générer les ressources nécessaires à l'élimination de la pauvreté,

au reboisement massif et au renforcement des écosystèmes afin d'accroître notre capacité d'adaptation aux changements climatiques.

Conclusions

49. Le modèle de développement mis en œuvre par le Nicaragua contribue à instaurer la confiance sous ses trois formes (politique, sociale et économique), lesquelles ont été examinées et acceptées par la plupart des chercheurs dans le domaine ; il intègre également une quatrième forme : la confiance en l'avenir.

50. Au Nicaragua, l'application de ce modèle garantit la démocratie directe, comme on peut le constater au travers de l'organisation de la citoyenneté et de la participation des citoyens à la mise en œuvre des principales politiques et stratégies visant à réduire la pauvreté et les inégalités. Le sentiment positif au sujet du modèle économique, social, politique et culturel est ainsi amplifié et, non seulement la confiance en l'administration publique est instaurée, mais aussi cohésion sociale, paix et stabilité sont installées, lesquelles renforcent la confiance envers les pouvoirs publics par le biais d'un cercle vertueux.

51. La confiance en l'administration publique est fondée sur la compréhension des citoyens qu'un modèle de développement durable doit reposer sur l'inclusion et la responsabilité partagée, renforçant ainsi les valeurs, les principes et les pratiques qui garantissent la paix, la sécurité et la stabilité, bases du progrès économique et social.
